



Sauver la recherche pour sauver l'histoire

OPINION

COLLECTIF*

«Il faut sauver les chercheurs. Sauver la recherche pour sauver l'Histoire.» C'est à l'anthropologue franco-iranienne Fariba Adelhkhah que l'on doit ces paroles fortes, dans une lettre adressée à Ebrahim Raïssi, alors chef du pouvoir judiciaire, aujourd'hui président de la République islamique d'Iran. Fariba Adelhkhah, directrice de recherche au Centre de recherches internationales de Sciences Po Paris et docteure honoris causa de l'Université de Genève, est prisonnière scientifique en Iran depuis le 5 juin 2019. Prisonnière scientifique plutôt que politique car elle a été arrêtée, puis condamnée à 5 années d'emprisonnement à l'issue d'une parodie de procès, non pas parce qu'elle aurait exercé des activités politiques en Iran, mais bel et bien parce qu'elle y exerçait son métier de chercheuse, en toute indépendance.

Le sort de Fariba Adelhkhah est emblématique d'une dynamique globale de remise en cause des libertés académiques, qui va de limites imposées à l'exercice d'une pensée libre et indépendante dans les universités à des menaces et des attaques ciblées contre des chercheur.euse.s, en passant par une politique de sous ou de désinvestissement massif destinée à affaiblir les institutions concernées et à en réduire l'autonomie. Réuni.e.s récemment pour débattre de ces questions à partir de différents terrains d'enquête lors d'une table ronde à l'Université de Genève, nous souhaitons souligner à quel point ces dynamiques sont délétères, non seulement pour le monde académique, mais pour l'exercice des libertés démocratiques au sens large.

«Sauver la recherche», c'est se donner les moyens d'analyser la complexité du

monde social afin de mettre en lumière et combattre les simplifications et les instrumentalisation de l'Histoire. La formation des Etats a toujours reposé sur la capacité des groupes sociaux qui en portent le projet à faire accepter leur propre «grand récit de la Nation» comme source de légitimité. Dans le contexte actuel de montée en puissance des autoritarismes, la recherche académique est au cœur d'une bataille qui vise à faire taire tous les récits alternatifs pouvant remettre en cause la «justesse» du Récit dominant. De ce point de vue, le cas russe est emblématique. Dès son arrivée au pouvoir en 2000, Vladimir Poutine a souhaité définir les lignes directrices du discours historique, notamment par le culte grandissant de la «Grande Guerre patriotique», la création en 2009 d'une Commission de lutte contre les tentatives «de falsification de faits et d'événements historiques réalisée dans le but de porter atteinte aux intérêts de la Russie», ou encore la parution dès 2016 de nouveaux manuels d'histoire répondant aux recommandations d'une très officielle Commission historique russe. Aujourd'hui – en réalité depuis l'annexion de la Crimée en 2014 –, l'instrumentalisation de l'Histoire est devenue massive et elle sert à justifier l'invasion de l'Ukraine.

«Sauver la recherche», c'est prendre la défense des institutions acadé-

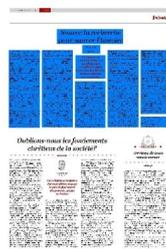
**La remise en
cause des libertés
académiques
est délétère pour
l'exercice des libertés**

démocratiques au sens large

miques comme espaces de prise de parole et de dialogue, où peut et doit se forger au quotidien une culture du débat essentielle à l'exercice de la démocratie. Ce n'est bien sûr pas un hasard si les universités et autres lieux de production et d'échange des savoirs sont souvent la caisse de résonance de mouvements de révolte sociale. Et ce n'est pas un hasard non plus si elles endurent de ce fait les foudres des régimes autoritaires. La répression que subissent universitaires, intellectuel.le.s et étudiant.e.s en Turquie depuis 2016 vient, tout comme la violence extrême exercée à l'encontre des jeunes élèves et étudiant.e.s iraniens.ne.s en révolte depuis la mort de Mahsa Amini contre le régime à Téhéran, rappeler l'actualité brûlante de cette question.

La défense des institutions académiques est d'autant plus importante que, en parallèle, les politiques de néo-libéralisation et le développement de mesures sécuritaires en leur sein ont des impacts économiques très directs, accentuant la précarisation des carrières et renforçant hiérarchies et polarisations au sein des communautés universitaires.

«Sauver la recherche», c'est donner les moyens à des chercheur.euse.s de s'immerger dans des terrains, parfois difficiles, voire réputés dangereux, mais dont seule une fréquentation régulière et approfondie permet de comprendre et de rendre compte de la complexité. Si l'accès au terrain devient de plus en plus problématique pour des chercheur.euse.s étranger.ère.s, il faut



souligner que c'est avant tout sur place, pour les universitaires des pays concernés, que la question sécuritaire est prégnante et que la répression peut devenir une préoccupation quotidienne.

Face à ce constat, l'existence de réseaux internationaux de soutien aux universitaires menacés dans l'exercice de leur métier, tel que Scholars at Risk, est essentielle, comme l'est le soutien à la diffusion de leurs travaux, que ce soit dans des revues académiques ou à l'intention d'un large public. Mais il est fondamental de poursuivre la coordination de telles initiatives et de mobiliser davantage de ressources, tout en évitant toute hiérarchisation entre différentes formes et cibles de répression. De plus, s'il importe de défendre les droits des enquêteur.rice.s, il faut aussi prendre soin de ceux des enquêté.e.s, dont la libre expression est essentielle pour la recherche. Si la pertinence de collaborations avec des institutions universitaires peut et doit être questionnée lorsque leurs autorités cautionnent des politiques portant atteinte aux libertés académiques, au niveau individuel, il est essentiel de ne pas isoler encore plus les universitaires qui subissent ces politiques et, lorsqu'ils ou elles fuient leur pays, de valoriser tous les gestes de solidarité qui se jouent au quotidien.

Il serait tentant de considérer que la défense des libertés académiques ne concerne que les régimes autoritaires et les situations de crise politique et militaire aiguë, tant il est vrai que, de la Russie au Sahel, en passant par la Turquie, l'Égypte, ou encore la Chine, les exemples de limites imposées aux libertés académiques, d'exils forcés, d'emprisonnements ou d'assassinats sont malheureusement trop fréquents. Mais, bien qu'il n'y ait aucune commune mesure dans la nature, l'amplitude et les effets des menaces qui pèsent ici et là, il n'existe pas de frontière hermétique entre régimes autoritaires et démocraties. C'est pourquoi la défense des libertés académiques fait écho à la défense des libertés démocratiques et doit demeurer une préoccupation qui transcende toutes les frontières, symboliques, politiques et nationales. ■

*Les signataires de cette tribune et participants de la table ronde à l'Université de Genève, le 6 octobre: **Korine Amacher**, Université de Genève; **Çagla Aykaç**, Université de Genève et HEAD; **Mounia Bennani-Chraïbi**, Université de Lausanne; **Roland Marchal**, CERI-Sciences Po, Paris; **Didier Péclard**, Université de Genève.